



Rédacteur Territorial QCM

Free Practice Test — 30 Real Exam-Style Questions

with full answer key & explanations

**Unlock the full bank of 665 questions
+ unlimited timed mock exams + mistake book**

Practice on the web: <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99 / week · \$6.99 / month · cancel anytime

What you unlock: all 665 questions • unlimited timed mock exams • mistake book • instant explanations

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start



Practice Questions

Try all 30 first, then check the answer key at the back.

Want the other 635+ questions & full timed mock exams? Unlock at
<https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

1. Que désigne-t-on par la notion d'interopérabilité ?

- A. La capacité des systèmes de pouvoir fonctionner avec d'autres produits ou systèmes informatiques sans restriction d'accès ou de mise en œuvre
- B. La capacité d'une plateforme numérique à pouvoir gérer de nombreuses demandes contradictoires
- C. Le fait pour plusieurs administrations de mettre leurs ressources en commun afin de diminuer les coûts de développement d'une solution informatique

2. Les accords commerciaux et de partenariat économique de l'Union européenne conclus par la Commission avec des pays tiers doivent être ratifiés :

- A. par les parlements des Etats membres
- B. par le Parlement européen
- C. par le Parlement européen et les parlements des Etats membres

3. Le compte personnel de formation (CPF) permet de suivre une formation :

- A. d'adaptation à l'emploi
- B. prescrite par l'employeur
- C. relevant d'une initiative de l'agent

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

4. Un recours pour excès de pouvoir vise à obtenir :

- A. la sanction du fonctionnaire à l'origine de l'acte administratif objet du recours
- B. la suspension d'un acte administratif
- C. l'annulation d'un acte administratif

5. Quelle est la durée d'un mandat de conseiller municipal ?

- A. Cinq ans
- B. Six ans
- C. Sept ans



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start



6. Le nouveau principe budgétaire créé par l'article 32 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) est :

- A. le principe d'unité
- B. le principe de sincérité
- C. le principe de spécialité

Want the other 635+ questions & full timed mock exams? Unlock at

<https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

7. Vous êtes responsable des ressources humaines dans un rectorat. Un agent vient vous consulter car il souhaite se présenter à un concours, sans être inscrit dans un cursus de formation spécifique. Il veut connaître les possibilités qui lui sont offertes pour bénéficier d'un temps de préparation personnelle pour se préparer. Vous lui précisez qu'il :

- A. est nécessaire de poser un congé
- B. a la possibilité de solliciter une autorisation d'absence auprès de son supérieur hiérarchique dans la limite de 5 jours au total par année civile
- C. a la possibilité d'utiliser son compte épargne temps et à défaut son compte personnel de formation (CPF) dans la limite de 5 jours au total par année civile

8. L'autonomie financière des collectivités territoriales, en recettes comme en dépenses, a été mise en place par :

- A. l'acte I de la décentralisation
- B. l'acte II de la décentralisation
- C. la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

9. Depuis 2018, un fonctionnaire placé en disponibilité peut conserver ses droits à l'avancement d'échelon et de grade durant 5 ans dans le cas où :

- A. il exerce une activité professionnelle au cours de la période de disponibilité
- B. il justifie d'une inscription dans un cycle de formation initiale au cours de la période de disponibilité
- C. il est à moins de trois ans de son départ à la retraite

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start



10. Un projet comme une proposition de loi doivent notamment comprendre, de façon obligatoire :

- A. les dispositions législatives rédigées en articles, une étude d'impact et un exposé des motifs
- B. les amendements déposés par les parlementaires et adoptés par les deux assemblées
- C. les dispositions législatives rédigées en articles, une étude d'impact et l'avis du Conseil d'Etat

11. L'un de ces principes n'organise pas le régime juridique du service public « à la française » :

- A. la mutabilité
- B. la concurrence
- C. la continuité

12. Qu'est-ce qu'un entrepôt de données (« Data Warehouse » en anglais) ?

- A. Un système de sauvegarde automatique des serveurs en cas de panne
- B. Une base de données utilisée pour collecter et analyser des données
- C. Le lieu où sont stockés les ordinateurs hors d'usage avant leur destruction pour des raisons de sécurité

Want the other 635+ questions & full timed mock exams? Unlock at
<https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

13. Vous êtes chef(fe) de bureau. Un agent placé sous votre autorité souhaite recourir au télétravail pour la première fois et vous sollicite pour savoir s'il peut bénéficier d'une indemnité pour recouvrer les frais engagés dans ce cadre. Vous lui indiquez :

- A. qu'il n'existe aucun dispositif de la sorte à ce jour
- B. qu'il existe un forfait télétravail fixé à 3,50 € par journée de télétravail effectuée
- C. qu'il existe un forfait télétravail fixé à 2,50 € par journée de télétravail effectuée dans la limite de 220 € par an

14. Le principe d'universalité budgétaire implique :

- A. l'obligation de présenter toutes les dépenses et toutes les recettes dans un seul et même document
- B. la présentation de l'objet des dépenses budgétaires par structure bénéficiaire
- C. la non-affectation des recettes de l'Etat à une dépense spécifique



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start



15. Que désigne l'effet de noria ?

- A. L'effet d'entraînement sur les coûts salariaux de l'évolution de l'indice des prix à la consommation
- B. L'évolution des coûts salariaux en raison des avancements d'échelon, de grade et de corps
- C. L'économie sur la masse salariale correspondant à la différence entre les coûts des salaires des agents entrants (moins payés) et des agents sortants (mieux payés grâce à leur ancienneté)

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

16. Dans le cadre de la navette parlementaire, qui statue en dernier ressort en cas de désaccord entre les deux chambres ?

- A. Le Conseil constitutionnel
- B. Le Sénat
- C. L'Assemblée nationale

17. Le poste de Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a été créé par :

- A. le Traité de Nice du 26 février 2001
- B. le Traité de Maastricht du 7 février 1992
- C. le Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007

18. Conformément aux dispositions de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), la discussion des crédits du budget général donne lieu à un vote :

- A. par mission
- B. par programme
- C. par action

Want the other 635+ questions & full timed mock exams? Unlock at <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

19. Une demande d'adhésion à l'Union européenne doit être approuvée à :

- A. la majorité qualifiée par le Conseil de l'Union européenne, après avoir consulté la Commission européenne et après approbation du Parlement européen
- B. l'unanimité par le Conseil de l'Union européenne, après consultation de la Commission européenne et approbation du Parlement européen
- C. la majorité qualifiée par le Parlement européen, après avoir consulté la Commission européenne et après approbation du Conseil de l'Union européenne



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start

Unofficial study material · not affiliated with any certifying body



20. Qu'est-ce qu'un glissement vieillesse technicité (GVT) positif ?

- A. Une augmentation de la qualification des agents résultant d'un accroissement d'expérience dans la fonction publique
- B. Un solde qui traduit l'augmentation de la masse salariale du fait de la progression des agents dans leurs grilles indiciaires
- C. Une augmentation de la qualification des agents résultant d'un accroissement d'expérience sur des postes d'une même famille professionnelle au sein de la fonction publique

21. Quelle décision administrative ne relève pas d'une mesure disciplinaire ?

- A. La mise à la retraite d'office d'un agent public
- B. La suspension d'un agent public
- C. L'abaissement d'échelon d'un agent public

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

22. Un acte administratif doit être notifié pour produire ses effets :

- A. lorsqu'il s'agit d'une décision individuelle
- B. lorsqu'il s'agit d'une décision collective
- C. quelle que soit la nature de la décision produite

23. La Convention européenne des droits de l'Homme a été plusieurs fois amendée par :

- A. protocoles
- B. amendements
- C. avenants

24. En matière de sécurité et de défense, si un Etat membre de l'Union européenne subit une agression :

- A. il existe une clause de défense mutuelle
- B. l'Union européenne dispose d'une force armée propre pouvant intervenir à tout moment
- C. il n'y a pas de politique de sécurité et de défense commune au niveau de l'Union européenne

Want the other 635+ questions & full timed mock exams? Unlock at <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

25. La norme communautaire d'application directe dans le droit interne français est :

- A. le règlement européen
- B. la directive européenne
- C. la jurisprudence du Conseil de l'Europe



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start



26. Qui est le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire en France :

- A. le ministre de la justice
- B. le Premier ministre
- C. le Président de la République

27. Quelle loi a réformé en profondeur les procédures d'urgence devant le juge administratif ?

- A. La loi du 30 juin 1999
- B. La loi du 30 juin 2000
- C. La loi du 30 juin 2001

Study offline on the free app — search your exam on the App Store or Google Play

28. Dans les collectivités d'outre-mer, les lois et règlements :

- A. sont applicables de plein droit mais peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités
- B. ne sont pas applicables de plein droit
- C. sont applicables de plein droit

29. Le traité sur la stabilité, la coordination et la croissance (TSCG), adopté en 2012, interdit à un Etat membre de l'Union européenne d'avoir un déficit structurel dépassant :

- A. 0,5 % de son PIB (ou 1 % pour les pays dont la dette ne dépasse pas 60 % du PIB)
- B. 3 % de son PIB (ou 5 % pour les pays dont la dette ne dépasse pas 60 % du PIB)
- C. 5 % de son PIB (ou 3 % pour les pays dont la dette ne dépasse pas 60 % du PIB)

30. Au nom de qui les décisions des tribunaux administratifs sont-elles rendues ?

- A. Au nom de l'État
- B. Au nom du Peuple français
- C. Au nom de la République



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start



Answer Key & Explanations

You just practised 30 of 665. Unlock every question + timed mocks at
<https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

1. A — La capacité des systèmes de pouvoir fonctionner avec d'autres produits ou systèmes informatiques sans restriction d'accès ou de mise en œuvre
2. B — par le Parlement européen
3. C — relevant d'une initiative de l'agent
4. A — la sanction du fonctionnaire à l'origine de l'acte administratif objet du recours
5. B — Six ans
6. B — le principe de sincérité
7. C — a la possibilité d'utiliser son compte épargne temps et à défaut son compte personnel de formation (CPF) dans la limite de 5 jours au total par année civile
8. B — l'acte II de la décentralisation
9. B — il justifie d'une inscription dans un cycle de formation initiale au cours de la période de disponibilité
10. C — les dispositions législatives rédigées en articles, une étude d'impact et l'avis du Conseil d'Etat
11. C — la continuité
12. B — Une base de données utilisée pour collecter et analyser des données
13. B — qu'il existe un forfait télétravail fixé à 3,50 € par journée de télétravail effectuée
14. A — l'obligation de présenter toutes les dépenses et toutes les recettes dans un seul et même document
15. C — L'économie sur la masse salariale correspondant à la différence entre les coûts des salaires des agents entrants (moins payés) et des agents sortants (mieux payés grâce à leur ancienneté)
16. C — L'Assemblée nationale
17. B — le Traité de Maastricht du 7 février 1992
18. A — par mission
19. B — l'unanimité par le Conseil de l'Union européenne, après consultation de la Commission européenne et approbation du Parlement européen
20. B — Un solde qui traduit l'augmentation de la masse salariale du fait de la progression des agents dans leurs grilles indiciaires



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start

Unofficial study material · not affiliated with any certifying body



- 21. C — L'abaissement d'échelon d'un agent public
- 22. A — lorsqu'il s'agit d'une décision individuelle
- 23. A — protocoles
- 24. A — il existe une clause de défense mutuelle
- 25. C — la jurisprudence du Conseil de l'Europe
- 26. A — le ministre de la justice
- 27. A — La loi du 30 juin 1999
- 28. A — sont applicables de plein droit mais peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités
- 29. B — 3 % de son PIB (ou 5 % pour les pays dont la dette ne dépasse pas 60 % du PIB)
- 30. B — Au nom du Peuple français



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start

Unofficial study material · not affiliated with any certifying body



Ready to pass?

Unlock the full Rédacteur Territorial QCM bank, every explanation, and unlimited timed mock exams.

Scan to start practising

<https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

Also on iOS & Android — search your exam name on the App Store or Google Play



Unlock all 665 questions + timed mock exams

→ <https://certs.theorypractice.app/frredacteur>

\$2.99/week or \$6.99/month · cancel anytime · scan to start